

# En quelques Clics

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Bulletin de veille documentaire

n° 203, 4 mai 2017

## Associations

### • Les associations et l'entrepreneuriat social.

Haut comité à la vie associative (HVCA). Avril 2017. 55 p. @

A la suite de la saisine du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Patrick Kanner, le Haut Conseil à la vie associative a engagé une réflexion sur l'ouverture apportée par la loi relative à l'économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014 et la place de l'entrepreneuriat social aux côtés du secteur associatif. Dans le cadre de cette publication, le Haut Conseil à la vie associative a repéré et analysé les spécificités des différents acteurs.

## Citoyenneté

### • Loi Egalité et Citoyenneté. Note de présentation.

Petites Villes de France (APVF). Avril 2017. 7 p. @

La loi *Egalité et Citoyenneté*, promulguée le 27 janvier dernier, a pour vocation de prolonger le plan gouvernemental de "rassemblement autour des valeurs de la République", annoncé lors des comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC) du 6 mars 2015, et confirmé lors des CIEC du 26 octobre 2015 et du 13 avril 2016. Cette note présente les principales mesures de la loi.

## Cohésion et action sociale

### • Le Revenu minimum social garanti.

M. Vignau ; M-A Gard.

Avis du Cese. Avril 2017

[Vidéo de présentation. Rapport à paraître]. @

Malgré sa contribution à la réduction des inégalités, le système de minima sociaux n'est pas parvenu à empêcher la persistance d'un taux de pauvreté élevé. Il favorise insuffisamment l'accès à l'emploi et, plus globalement, aux droits fondamentaux. Focus sur le revenu minimum social garanti.

## Collectivités territoriales

### • Un an après, les grandes régions à l'heure du bilan.

P. Aiquel ; F. Ville.

*La Gazette*, n°17/2364, 2-7 mai 2017. pp. 28-36.

Les grandes régions ont pratiquement achevé la réorganisation de leurs directions sur leur territoire, en optant dans la plupart des cas sur une organisation multi-sites. Elles ont également commencé par établir des espaces de dialogue avec les autres collectivités, pour co-construire les schémas prévus par la loi NOTRe. Sur la question financière, la loi a engendré dans un premier temps des surcoûts que les réorganisations et mutualisations en cours vont atténuer.

## Développement territorial

### • Urbain-Rural, l'indispensable alliance des territoires.

Philippe Pottière-Sperry.

*France urbaine magazine*, n° 2, 1<sup>er</sup> trim. 2017. pp. 20-28. @

Les premières Journées nationales de France urbaine, se sont tenues à Arras les 23 et 24 mars derniers avec, pour fil rouge, les coopérations urbain-rural. Ces alliances sont indispensables et les

métropoles et centres urbains, apparaissent comme les meilleurs alliés des autres territoires.

### • Financer le projet de territoire.

N. Portier ; C. Delpech ; E. Le Bot et al.

*Intercommunalités*, n° 218, mars 2017. pp. 10-19.

Si le bloc local porte 80% de l'investissement public local en maîtrise d'ouvrage, il n'en finance que les ¼ sur ses fonds propres et ses emprunts. Les concours extérieurs se sont profondément diversifiés. L'ingénierie du financement devient stratégique.

## Emploi - Travail

### • Imaginer l'avenir du travail : quatre types d'organisation du travail à l'horizon 2030.

France Stratégie ; Salima Benhamou.

*Document de travail*, n° 2017-05, 4/2017. 44 p. @

En se fondant sur leurs caractéristiques actuelles et sur les grandes tendances qui façonneront les quinze prochaines années, ce document propose quatre évolutions possibles des modes d'organisation du travail : un boom des organisations apprenantes, l'essor de la plateforme apprenante virtuelle, le recours à un super-intérim et l'apparition d'un taylorisme new age. À chaque fois, il esquisse les conséquences sur la vie au travail comme sur la capacité des entreprises à bien figurer dans la compétition mondiale.

## Enseignement supérieur - Recherche

### • Évaluation de la stratégie nationale de recherche « France Europe 2020 ». Rapport fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Assemblée nationale; J-Y. Le Déaut ; Sénat ; B. Sido.

*Rapport*, n° 451, 3/2017. 209 p. @

Ce rapport d'évaluation a permis de constater que des difficultés persistent au sein de la communauté scientifique. Celles-ci concernent l'équilibre mal ajusté entre financements récurrents et financements sur projets, l'attractivité insuffisante des carrières de la recherche, la faiblesse persistante du soutien à l'innovation au stade de l'industrialisation et des obstacles culturels à la constitution de pôles universitaires forts. Ces difficultés constituent autant de freins à la mise en œuvre de la stratégie nationale de recherche et l'OPECST formule, pour les réduire, trente recommandations complémentaires aux propositions du Livre blanc sur l'enseignement supérieur et la recherche.

## Habitat - Logement

### • Etat d'avancement du programme national de rénovation urbaine (PNRU) - Mai 2017.

Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru). Mai 2017. 10 p. @

Au sommaire : les opérations liées au logement ; la répartition des conventions signées ; liste des projets et avenants passés en comité d'engagement.

### Assurer l'égalité des territoires

Nicolas Bouillant  
Directeur de l'Observatoire  
de l'innovation locale  
de la Fondation Jean-Jaurès.  
5/2017 @



## Innovation territoriale

### • Les nouvelles technologies au service de la modernisation des territoires.

Sénat ; Jacques Mézard ; Philippe Mouiller.

Rapport d'information, n° 509, avril 2017. 116 p. @

Signalé dans notre précédent bulletin, le rapport du Sénat est désormais accessible en ligne.

## Mobilité - Transport

### • Les attentes des Européens en matière de mobilité.

Boston Consulting Group ; Ipsos.

Avril 2017. 29 p. @

Cette enquête réalisée auprès de 10 000 européens, dont 1000 français, montre qu'en France, plus qu'ailleurs, la voiture reste un moyen de transport incontournable. Les français reprochent aux transports en commun, un mauvais maillage du territoire. Ils jugent l'intermodalité des moyens de transport trop peu développée. Autre enseignement de l'enquête, les français pensent que les innovations dans le domaine des véhicules sont susceptibles d'avoir des impacts positifs sur leur vie quotidienne.

## Prévention - Sécurité

### • L'apport de la politique de la ville à l'effort collectif de prévention et de lutte contre la radicalisation.

Inter-réseaux des professionnels du développement social urbain.

Note de l'IR-DSU, mai 2017. 2 p. @

Les événements tragiques des derniers mois, au-delà des dérives individuelles et du contexte géopolitique, sont la marque d'évolutions de notre société. Ils sont la "partie émergée" d'un iceberg complexe, fait d'un mélange de tensions sociales, de ségrégation urbaine et d'implantation profonde des phénomènes radicaux chez une partie de la population française. Les pouvoirs publics et l'ensemble de la société ont un rôle à jouer face à ces menaces.

## Risques

### • Interroger et comprendre les effets d'échelles de la vulnérabilité.

Valérie Morel ; Sylvie Coupleux.

Espace Populations Sociétés, 3/2016. Mis en ligne le 28 avril 2017. @

Au sommaire : Contextualiser les échelles entre local et global ; L'échelle locale, maillon incontournable dans la compréhension des déterminants de la vulnérabilité sociale et de la révélation des inégalités ; De la nécessité d'une mise en relation de l'espace du risque et de la mémoire du temps pour cerner la vulnérabilité environnementale et penser le futur des territoires.

## Rural

### • Résultats de l'évaluation du Programme de Développement rural hexagonal 2007-2013.

Comité de pilotage EPICES-ADE.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. Mars 2017. 4 tomes + Synthèse. @

Ce rapport d'évaluation du programme de développement rural hexagonal (PDRH) 2007-2013 a été remis à la Commission européenne en mars dernier. Cette étude apporte un éclairage sur les effets de la programmation réalisée et fournit des recommandations pour la période en cours (2014-2020) et la PAC post-2020.

## Sociologie urbaine

### • La fabrique des dispositions urbaines. Propriétés sociales des parents et socialisation urbaine des enfants.

C. Rivière.

Actes de la recherche en sciences sociales, 2017/1 (n° 216-217). pp. 64-79.

S'appuyant sur une approche par entretiens de l'encadrement parental des déplacements et des activités des enfants au sein d'espaces publics urbains, cet article contribue à mettre au jour les ressorts de la différenciation sociale de la socialisation urbaine des enfants. En montrant comment ce processus de socialisation s'encadre dans des logiques éducatives et des ressources contrastées, il s'inscrit dans une réflexion plus large sur la différenciation sociale de l'enfance.

### • Périphérie : la 500e.

E. Zambaux. France Inter. Avril 2017. Podcasts. @

Depuis 12 ans, Edouard Zambaux donne la parole à ceux qui vivent à la périphérie des villes. Pour la 500<sup>e</sup>, il propose une rétrospective subjective et thématisée : s'évader, s'abriter, se souvenir, se révolter, se relancer, s'élever, s'engager, se raconter, ...

## Urbain

### • La décroissance urbaine en France : les effets cumulatifs du déclin.

N. Cauchi-Duval ; F. Cornuau ; M. Rudolph.

Métropolitiques, mars 2017. 11 p. @

Les villes françaises en décroissance connaissent des trajectoires différenciées. Elles n'en présentent pas moins un type de vieillissement, un marché du travail et une répartition par sexe spécifiques qui les distinguent de manière de plus en plus significative des villes en croissance, et pourraient à moyen terme amplifier leur déclin démographique.

### • Contre le déclin, la ville compacte. Retour sur quinze années de « recentralisation urbaine » au Japon.

Sophie Buhnik.

Métropolitiques, 2 mai 2017. 6 p. @

Confronté à un phénomène de déclin urbain généralisé, le Japon a mis en œuvre des politiques visant à promouvoir la « ville compacte ». Quinze ans après le lancement de cette stratégie de recentralisation urbaine, ses soubassements politiques néolibéraux et ses effets mitigés sur l'accès aux ressources urbaines d'une population très vieillissante sont aujourd'hui soumis à débat.

Ces deux articles font partie du dossier « Villes en décroissance », proposé par Métropolitiques. Voir le sommaire : @

### • Comment la France peut sauver ses villes.

Les 5 à 7 du Club Aménagement, 27 avril 2017 (vidéo) Conférence-débat avec O. Razemon, journaliste et S. Muzika, débatteur, directeur général de Citivia (Mulhouse). @

"[...] Comment sauver les villes petites et moyennes, aujourd'hui rongées par la crise commerciale, résidentielle, économique et sociale ? Dans de nombreuses villes, moyennes ou petites, se manifestent des réactions salutaires, des astuces inédites, nées d'initiatives citoyennes comme de décisions d'édiles éclairés [...] [et qui contribuent] à la revitalisation urbaine. [...]"

## Union européenne

### • Document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe.

Commission européenne. Avril 2017. 36 p. @

Après avoir lancé la discussion sur l'avenir de l'Europe au moyen de son livre blanc présenté en mars dernier, la Commission publie un document de réflexion portant sur la dimension sociale de l'Union européenne. Un processus de réflexion s'engage maintenant avec les citoyens, les partenaires sociaux, les institutions européennes et les gouvernements pour trouver des réponses aux défis auxquels les citoyens seront confrontés dans les années à venir.

### • Youth initiative : a framework for youth entrepreneurship.

O. Soldi ; S. Cavallini.

Comité des Régions. 4/2017. 70 p. En anglais. @

L'objectif de cette étude est de fournir au Comité européen des Régions (CdR) des informations de base et des analyses sur la promotion de l'esprit d'entreprise des jeunes par les instances locales et régionales en Europe. Problématiques abordées : quelles sont les principales mesures adoptées afin de promouvoir et stimuler l'esprit d'entreprise des jeunes au niveau territorial ; quels sont les principaux défis et besoins auxquels sont confrontées les autorités locales ?

## Actualité législative et réglementaire

### Textes relatifs au CGET

- Décret n° 2017-575 du 21 avril 2017 modifiant le décret n° 2014-394 du 31 mars 2014 portant création du Commissariat général à l'égalité des territoires. @

*Ce décret institue un délégué interministériel au développement de l'axe portuaire et logistique Méditerranée-Rhône-Saône rattaché au commissaire général et précise les missions de la direction des stratégies territoriales et du développement des capacités des territoires auxquelles seront rattachées respectivement la mission des affaires européennes et la mission contractualisation et partenariats territoriaux.*

- Arrêté du 24 avril 2017 modifiant l'arrêté du 30 mai 2014 portant organisation des directions, des sous-directions, du secrétariat général, des pôles du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). @
- Arrêté du 24 avril 2017 modifiant l'arrêté du 30 mai 2014 portant organisation du Commissariat général à l'égalité des territoires. @
- Décret du 27 avril 2017 portant nomination du délégué interministériel au développement de l'axe portuaire et logistique Méditerranée-Rhône-Saône - M. Baudouin (Jean-Christophe). @

- Décret n° 2017-635 du 25 avril 2017 portant création de la métropole dénommée « Dijon Métropole ». @
- Décret n° 2017-686 du 28 avril 2017 portant création de la métropole dénommée « Orléans Métropole ». @
- Décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé. @
- Décret n° 2017-615 du 24 avril 2017 pris en application de l'article 131 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 fixant les montants des enveloppes et les parts du fonds exceptionnel à destination des collectivités territoriales. @
- Décret n° 2017-578 du 20 avril 2017 modifiant le décret du 11 septembre 2008 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord Europe et de ses aménagements connexes (...). @
- Décret n° 2017-693 du 3 mai 2017 créant un conseil scientifique sur les processus de radicalisation. @
- Décret n° 2017-617 du 24 avril 2017 abrogeant le décret n° 2014-385 du 29 mars 2014 portant création d'un délégué interministériel à l'égalité républicaine et à l'intégration. @
- Arrêté du 21 avril 2017 portant approbation des modifications du règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. @
- Décret n° 2017-648 du 26 avril 2017 modifiant le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020. @
- Circulaire (Premier ministre) du 26 avril 2017 relative à l'application des règles européennes de concurrence relatives aux aides publiques aux activités économiques. @
- Ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense @ + • Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense. @

## Outils

- **Plateforme Ecoquartiers.** @

Ministère du Logement et de l'Habitat Durable.

La démarche ÉcoQuartier vise à favoriser l'émergence d'une nouvelle façon de concevoir, de construire et de gérer la ville durablement. Cette plate-forme permet de connaître la démarche de labellisation ÉcoQuartier, de consulter les fiches projets de tous les EcoQuartiers labellisés et d'accéder à de nombreuses ressources documentaires.

- **Guide de la modernisation du plan local d'urbanisme (PLU).** @

Ministère du Logement et de l'Habitat durable Avril 2017. 181 p.

Entré en vigueur le 1er janvier 2016, le décret de modernisation du contenu du plan local d'urbanisme vise à répondre aux nouveaux enjeux de transition énergétique et écologique des territoires tout en simplifiant et en clarifiant le contenu du PLU. Ce guide doit permettre aux élus de s'approprier les outils offerts par la nouvelle réglementation.

## Focus Territoires

### > Auvergne-Rhône-Alpes

- **Quelle typologie des quartiers prioritaires ? [Zoom sur la métropole lyonnaise].**

L. Vievard.

Grand Lyon - Millénaire 3. Avril 2017. 6 p. @

### > Bretagne

- **SCoT du Pays de Rennes. Tableau de bord de suivi du SCoT n° 2.**

Agence d'Urbanisme et de Développement Intercommunal de l'Agglomération Rennaise (Audiard). 12/2016. Mis en ligne Avril 2017. 88 p. @

### > Hauts-de-France

- **Animation du volet éducatif du contrat de ville. Synthèse de la journée régionale.**

Institut régional de la ville (Irev). Avril 2016. 23 p. @

### > Ile-de-France / Grand Paris

- **Le nouveau Grand Paris.**

J-F. Carencio ; E. Bellanger ; P. Josse et al.

*Les Cahiers d'Administration*, supplément au n° 253 de la revue *Administration*, 2017. 159 p.

### > Vallée de la Seine

- **Aménager la Vallée de la Seine.**

F. Philizot ; H. Morin ; P. Bédier et al.

*Les Cahiers d'Administration*, supplément au n° 253 de la revue *Administration*, 2017. 102 p.

### > Occitanie

- **Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée : Quelles perspectives de coproduction avec la Méditerranée pour la nouvelle grande région ?**

Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED) ; Observatoire de la coproduction en Méditerranée ; M. Brahim, coord. 2016. Mis en ligne avril 2017. 70 p. @

### > PACA

- **Visions métropolitaines.**

Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam). 12/2016. En ligne : Avril 2017. 76 p. @

### > Outre-mer

- **Rapport d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie.**

Assemblée nationale; René Dosière.

*Rapport*, n° 4596, 3/2017. 209 p. @

- **Accord de Guyane du 21 avril 2017 - Protocole « Pou Lagwiann dékolé ».**

JORF n°0103 du 2 mai 2017. @